

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 02/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SAS Parrot**

150 av Marcel de Lattre de Tassigny  
39100 Dole

Références : AM/VV/2025/L\_161  
Code AIOT : 0005900822

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement SAS Parrot implanté 150 av Marcel de Lattre de Tassigny 39100 Dole. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2025, une action régionale sur la thématique « produits chimiques ». Elle est réalisée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2025.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux conditions de stockages des produits dangereux dans les ICPE et notamment l'application des règlements REACH et CLP.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, le respect des conditions de stockage des produits chimiques, la présence de fiches de données de sécurité (FDS) conformes et le respect des prescriptions des FDS des rubriques visant à prévenir tout risques liés à l'incompatibilité de produits entre eux.

La visite a comporté une inspection visuelle des conditions de stockages et d'étiquetage, ainsi

qu'une inspection documentaire avec la consultation de l'état des stocks et de quelques FDS par sondage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Parrot
- 150 av Marcel de Lattre de Tassigny 39100 Dole
- Code AIOT : 0005900822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Parrot est spécialisée dans la sous-traitance industrielle de transformation du fil d'acier doux et inox à destination de l'industrie, de l'aménagement intérieur, de l'électroménager, de pièces pour véhicules industriels.

Elle intègre un atelier de traitement de surface des métaux et réalise des prestations en sous-traitance (ex. : traitement de surface de tournevis, de clés à pipe...). Elle fait partie d'un groupe qui se compose de sites jurassiens (Parrot et Verpillat) et d'un site en Roumanie.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet
5	Conditions de stockage	Règlement européen du 18/06/2020, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il convient que l'exploitant :

- mette à jour son état des matières stockées en vérifiant que le document ne comporte pas des données erronées ;
- complète le document avec les matières manquantes ;
- simplifie l'état des stocks afin qu'il soit facilement utilisable en cas de besoin par les services de secours ;
- s'assure qu'il dispose des dernières versions des fiches de données de sécurité des produits ou mélanges stockés sur le site ;
- facilite l'accès aux fiches de données de sécurité au personnel en charge de la préparation des bains de traitement de surfaces.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 49 - État des matières stockées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> <p>Article 12 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant dispose d'un inventaire des matières stockées présentes dans son établissement. Ce document se présente sous le format d'un tableur. Il est accessible depuis l'extérieur du site par un réseau privé virtuel (VPN).

Celui-ci comporte des informations utiles pour les services de secours, notamment : le nom du produit, son état physique, les mentions de danger, le numéro CAS, la masse en stock, son lieu d'utilisation. Mais également de nombreuses autres informations, utiles pour l'exploitation des installations du site, mais qui n'ont que peu d'utilité pour les services de secours et qui complexifient le document.

Il a été constaté que l'inventaire présenté n'était pas complet. Il a notamment été noté l'absence de deux produits (stripper A et stripper B) utilisés sur la chaîne de dénickelage tonneaux, des huiles (neuves et déchets) et des peintures utilisées dans l'établissement.

Il a également été constaté une erreur de nom de produit. Dans la colonne "produit", l'acide acétique (éthanoïque) a été remplacé par le nom "acide nitrique". Les autres données de la ligne de ce produit correspondent bien à celles de l'acide acétique utilisé dans la chaîne dénickelage des porteurs.

**Constat 1-19032025 : non-conformité** : l'inventaire des matières stockées est incomplet et comporte des erreurs.

L'état des matières présenté comporte trop d'informations pour être facilement utilisable par les services de secours (cf. ci-dessous demandes formulées à l'exploitant).

L'exploitant dispose d'un plan de son établissement où sont matérialisées les zones à risques. Les lieux de stockage des différents produits chimiques utilisés sont identifiés comme zones à risques.

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits utilisées. Il a été en capacité de présenter les fiches de données de sécurité demandées lors de la visite d'inspection. Elles sont disponibles à l'entrée de l'établissement et au niveau du service qualité.

Pour les suites de la visite d'inspection, les 3 produits ci-dessous ont été choisis dans la liste des produits présents sur site :

- l'acide sulfurique (acide, corrosif) ;
- le Metex stripper LN 61 B (base, corrosif) ;
- le Trilyte Flash SF buffer (acide borique solide).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Constat 1-19032025** : il convient :

- de vérifier l'exactitude des informations mentionnées dans l'état des matières stockées ;
- de compléter cet état avec les produits manquants ;
- de programmer à fréquence régulière une mise à jour et une vérification des données du document.

Il convient que l'exploitant établisse un état des matières stockées facilement utilisable par les services de secours.

Afin d'établir un état des stocks des matières stockées, synthétique, l'exploitant pourra suivre les recommandations de la circulaire technique de France Chimie : référence T661 révisée en février 2022 à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Cet état des stocks pourra notamment faire apparaître le pictogramme de la grande famille de risque des produits stockés et renvoyer vers une zone du plan matérialisant les zones à risques afin que les services de secours puissent identifier les produits présents dans chaque zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou.</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p> <p>Article 11 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.</p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme évoqué au point de contrôle n° 1, l'exploitant a présenté les FDS des produits ou mélanges évoqués à ce même point de contrôle.</p> <p><b>Constat 2-19032025 :</b> les fiches de données de sécurité des trois produits choisis (acide sulfurique, Metex stripper LN 61 B et Trilyte Flash SF buffer) datent respectivement de 2022, 2017 et 2023.</p> <p><b>Constat 3-19032025 :</b> le personnel qui fait la préparation des bains de traitement de surfaces n'a pas un accès direct aux FDS. Pour les consulter, il doit se rendre au service "qualité" qui se trouve à l'opposé de l'établissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vérifie que les fiches données de sécurité en sa possession soient bien les dernières versions disponibles, notamment pour le Metex stripper LN 61 B, la version de la FDS présentée date de 2017 ;</li> </ul>

- facilite l'accès aux fiches de données de sécurité pour le personnel en charge de la préparation des bains de l'activité de traitement de surfaces.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6

**Thème(s) :** Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)

#### **Prescription contrôlée :**

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH\_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

#### **Constats :**

Les FDS consultées comportent les 16 rubriques attendues.

La FDS de l'acide sulfurique comporte le numéro d'enregistrement de la substance (rubrique 1.1).

Le Metex stripper LN 61 B et le Trilyte Flash SF Buffer sont des mélanges de différents composés. Les FDS de ces produits comportent le numéro d'enregistrement des substances composant le mélange (rubrique 3.1).

Les étiquettes sont présentes sur les emballages et comportent des précisions en français. Les pictogrammes et les mentions de dangers sont cohérents entre les étiquettes et les FDS.

Les constats n'appellent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiche de données de sécurité (FDS)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :  5.1 mesures de lutte contre l'incendie ;
<b>Constats :</b>  Les FDS des trois produits choisis indiquent que ces produits sont incombustibles. Il convient de choisir le moyen d'extinction en tenant compte d'autres produits chimiques avoisinants.  Seule la FDS de l'acide sulfurique est plus précise en indiquant que les moyens d'extinction à utiliser sont l'eau pulvérisée, la mousse, la poudre sèche ou le CO <sub>2</sub> . Il ne faut pas utiliser un jet d'eau à grand débit.  Les produits chimiques sont entreposés dans une zone grillagée fermée à clé. Il a été constaté à proximité immédiate de cette zone trois extincteurs portatifs.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Conditions de stockage**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/06/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (UE) 2020/878 modifiant l'annexe II du règlement (CE) no 1907/2006 Exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité :  7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;
<b>Constats :</b>  Les produits choisis sont entreposés dans une zone grillagée à l'intérieur des ateliers. Comme indiqué dans les différentes FDS l'entreposage des produits est réalisé : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans les récipients d'origines, étiquetés, fermés hermétiquement, en position verticale pour les liquides ;</li><li>• dans des endroits secs, frais et aérés ;</li></ul>



- à des températures hors gels et inférieures à 40 °C ;
- à l'abri de la lumière directe du soleil.

Les conditions d'entreposage n'appellent pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Actions régionales, Rétention

**Prescription contrôlée :**

- article 25-II dernier alinéa « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».

**Constats :**

Les conditions d'entreposage permettent de respecter les incompatibilités indiquées dans les FDS :

- l'acide sulfurique n'est pas entreposé sur la même rétention que les produits alcalins ;
- le Metex stripper LN 61 B n'est pas entreposé sur la même rétention que les acides.

**Type de suites proposées :** Sans suite